

COMMUNE DE ST PARDOUX LA CROISILLE

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 septembre 2021

Conseillers présents : ADNOT Claudine ALBARET Dominique, BOUYGES Christine, COMBABESSOU G rome, FAISY Gérard, LIAGRE Joël, MIGINIAC Christian, ROCHE Florence, SERY Violaine, THEIL Frédérique

ADNOT Claudine est nommée secrétaire de séance.

Ordre du jour:

- Travaux dans l'appartement au dessus du commerce
- Autorisation d'ester en justice
- Suppression CCAS
- Mise à jour du RIFSEEP (régime indemnitaire)
- Questions diverses

Monsieur le Maire propose de rajouter à l'ordre du jour la participation de la commune à la classe de neige de l' cole de Clergoux.

Le conseil municipal accepte d'ajouter ce sujet à l'ordre du jour.

Approbation du compte rendu du pr c dent conseil

M. le Maire ouvre la séance par la lecture du procès verbal du 22 juin 2021 : PV approuvé.

Travaux dans l'appartement au dessus du commerce

2021/34

Présents : 10 Votants : 10 Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que par délibération 2020/51, le conseil municipal a accepté de programmer les travaux d'isolation et peintures dans l'appartement communal situé au dessus du commerce pour un montant de 25 000 . Au vu de l'évaluation énergétique réalisée, il s'avère qu'il y a plus de travaux prévus (isolation de tous les murs, abaissement du plafond et installation d'une VMC) pour que le gain énergétique soit significatif (passage d'une étiquette E   C). Le Maire demande donc au conseil municipal de valider ces modifications.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- accepte les travaux présentés par le Maire

- arrête le plan de financement prévisionnel suivant :

Montant HT des travaux	30 000.00 �
Subvention conseil départemental (25% sur 22 368�) :	5 592.00 �
Subvention Etat – DSIL (30%) :	9 000.00 �
Subvention Tulle Agglo (plafond 3000�/logement)	3 000.00�
Autofinancement (41.3 %) :	12 408.00 �

- charge le Maire de demander les subventions auprès du Conseil Départemental, de l'Etat (DSIL) et de Tulle Agglo, de demander les devis et l'autorise à signer tout document relatif à ce projet.

A ces subventions, il conviendra d'ajouter le certificat d'énergie à demander à EDF dont on ne connaît pas le montant.

Autorisation d'ester en justice - Délégation au Maire

2021/35

Présents : 10 Votants : 10 Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée qu'en application des dispositions de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales, il peut recevoir délégation de certaines attributions relevant normalement de la compétence du conseil municipal.

Monsieur le Maire précise que cette délégation peut notamment porter sur la représentation en justice de la commune.

Le Conseil Municipal après avoir pris connaissance du 16  de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et après en avoir délibéré, décide

- de déléguer au Maire le pouvoir d'intenter au nom de la commune, les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle.

Les décisions prises en la matière concerneront toutes les actions y compris les procédures en urgence, dans lesquelles la commune peut être amenée à ester en justice et ce :

- auprès de toutes les juridictions, tant administratives que judiciaires, y compris commerciales et prud'homales ;
- tant en première instance, qu'en appel ou en cassation
- aussi bien en défense qu'en demande
- y compris en matière de plaintes devant les juridictions pénales, avec ou sans constitution de partie civile
Conformément aux dispositions de l'article L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rendra compte de cette délégation à l'occasion des réunions obligatoires du Conseil Municipal.

Le cabinet d'avocats choisi est celui conseillé par l'association des Maires de Corrèze, le montant est de 2300€ HT dont 1200€ pris en charge par l'assurance de la commune.

Suppression CCAS

2021/36

Présents : 10 Votants : 10 Pour : 8 Contre : 1 Abstentions : 1

Le Maire expose au conseil municipal qu'en application de l'article L 123-4 du code de l'action et des familles, le centre communal d'action sociale (CCAS) n'est plus obligatoire dans les communes de moins de 1.500 habitants. Il peut être ainsi dissous par délibération du conseil municipal.

Cette possibilité est issue de la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRE.

Il précise qu'il n'y a pas de budget annexe CCAS depuis de très nombreuses années et donc qu'il n'y a pas de sommes à transférer sur le budget principal.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal:

- décide de dissoudre le CCAS à compter du 1er janvier 2022,
- dit que le conseil municipal exercera directement cette compétence.

Avant le vote, il y a eu débat sur cette question, Violaine Séry pose la question de l'utilité et de l'influence du CCAS en ce qui concerne les demandes de subvention, au niveau du logement par exemple. Monsieur le Maire répond que cela peut être fait directement par la commune. De même pour les aides attribuées à des familles en difficulté par exemple, le CCAS n'ayant pour ressources que ce que lui attribue la commune, il n'a d'ailleurs jamais fonctionné. Florence Roche choisit de s'abstenir par manque d'éléments à ce sujet.

Mise à jour du RIFSEEP (régime indemnitaire)

2021/37

Présents : 10 Votants : 10 Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0

Par délibération du 15 mai 2018, le Conseil Municipal avait délibéré sur la mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise, et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

Suite au recrutement d'un adjoint d'animation contractuel au 01/01/2021 (suite au transfert du personnel de la caisse des écoles sur la commune, monsieur le Maire propose d'élargir le RIFSEEP à ce cadre d'emploi. Il convient au Conseil Municipal de fixer les bornes supérieures de l'IFSE (Indemnité de Fonctions, de sujétions et d'Expertises) et du CIA (Complément Indemnitaire Annuel).

Monsieur le Maire propose aussi de réviser les montants maximum des autres cadres d'emploi afin d'anticiper les révisions d'attribution des primes, tous les 4 ans.

- vu la délibération instaurant le RIFSEEP du 15 mai 2018,
- vu l'avis du comité technique du 06 juillet 2021,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- d'ajouter le cadre d'emploi des adjoints d'animation comme bénéficiaires du RIFSEEP à compter de ce jour.
- décide de modifier les montants maximum annuels comme suit :

CADRES D'EMPLOIS	GROUPE DE FONCTIONS	PLAFOND ANNUEL ÉTAT IFSE	MONTANT ANNUEL PROPOSÉ PAR LA COLLECTIVITÉ IFSE	PLAFOND ANNUEL ÉTAT CIA	MONTANT ANNUEL PROPOSÉ PAR LA COLLECTIVITÉ CIA
Adjoint administratif territoriaux	Groupe 1	11 340 €	2 700 €	1 260 €	300 €
Adjoint techniques territoriaux	Groupe 1	11 340 €	2 700 €	1 260 €	300 €
Adjoint territoriaux d'animation	Groupe 1	11 340 €	2 700 €	1 260 €	300 €

- dit que les autres dispositions approuvées dans la délibération du Conseil Municipal du 15 mai 2018 sont inchangées

Participation de la commune à la classe de neige de l'école de Clergoux.

2021/38

Présents : 10 Votants : 10 Pour : 10 Contre : 0 Abstentions : 0

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal du projet de classe de neige à Chamonix de l'école de Clergoux.

3 élèves de la commune sont concernés par ce séjour organisé par l'ODCV. Il est proposé au conseil de participer à hauteur de 30% soit 672.30 € pour les 3 enfants.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré accepte cette participation.

Questions diverses

Rentrée scolaire : Elle s'est bien passée, Monsieur le Maire lit un message de la maîtresse. Enfants, parents et enseignante étaient ravis de la classe refaite entièrement. Les enfants ont été agréablement surpris que les couleurs soient celles qu'ils avaient choisies. Les tablettes numériques arrivent jeudi.

Les travaux de la route du Theil démarrent (par Tulle Agglo).

Monsieur le Maire a rendez-vous avec TP Eyrein pour les différents trous à reboucher sur les autres routes.

Le prochain conseil municipal aura lieu le jeudi 21 octobre.

La séance est levée à 22 heures 35.